Notre destin national et la jeunesse

Autor(en): **Celio, Nello**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **27 (1969)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-136456

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Notre destin national et la jeunesse [1]

Nello Celio
Conseiller fédéral, Berne

Je suis reconnaissant de pouvoir exprimer ici quelques idées personnelles, qui n'engagent évidemment pas le Conseil fédéral, sur notre destin national et sur le sort réservé aux générations futures.

On peut aborder ce problème sous deux faces: ceux qui montrent volontiers quelque complaisance envers eux-mêmes mais aussi les optimistes à tous crins vous diront, sans sourciller, que tout va pour le mieux en Suisse, qu'« il n'y en a point comme nous » et que, du moment que l'histoire a toujours raison, il serait bien sot de vouloir transformer le monde; d'autres en revanche, sans rien dramatiser, rejettent ce confort intellectuel et appliquent leur esprit critique à la réalité sociale et politique pour déceler au besoin les faiblesses d'un système, non point dans le dessein de l'abattre mais à la seule fin de le régénérer. Pour ma part, c'est cette dernière voie que j'ai choisie, me faisant toujours un devoir de regarder les choses en face, sans passion, et sans jamais me laisser troubler par les éléments émotifs que chaque problème suscite tout naturellement. On ne saurait faire fi du passé car les enseignements qui s'en dégagent sont irremplaçables et il incarne au surplus des valeurs humaines, culturelles et politiques qui continuent d'alimenter notre civilisation.

UN MONDE EN CHANGEMENT

Mais par ailleurs nous sommes appelés — certains diront condamnés — à vivre dans un monde qui ne cesse de se transformer et qui exige de chacun de nous un effort constant d'adaptation au milieu environnant. Ayons pourtant la sagesse de concilier ces deux exigences apparemment contraires. Pourquoi ne pourrait-on pas apprécier la poésie qui se dégage des gravures de la vieille ville tout en travaillant sur les plans d'aménagement du territoire en vue de modeler l'espace humain de ces vingt prochaines années? Pourquoi ne pourrait-on pas prendre plaisir à la peinture de scènes agrestes et bucoliques tout en se préoccupant sérieusement de l'avenir de notre agriculture? Je voudrais faire comprendre par là que nous aurions tort de

[1] Conférence présentée à l'Assemblée générale des Rencontres Suisses, Lausanne, le 9 novembre 1968.

Les sous-titres ont été ajoutés par l'éditeur.

renier les valeurs du passé, mais que nous devons aussi nous garder d'en devenir les esclaves. Veillons à ne pas nous attacher à des idées aujourd'hui dépassées pour la seule raison qu'elles nous ont été léguées par nos pères et dans le seul désir d'être approuvés par l'innombrable phalange de ceux qui — dans un dessein égoïste — répugnent à tout changement. Il importe surtout de bien se rendre compte que nous sommes présentement à un tournant de l'histoire économique et sociale des peuples et que nous n'avons pas d'autre alternative que de participer à l'évolution générale ou alors de périr de mort lente, écrasés par les événements.

Tout porte en vérité à croire que nous sommes à la veille de profondes mutations. Les progrès de la connaissance semblent illimités: la matière, l'espace, la vie humaine, les mécanismes de l'économie sont considérés sous des aspects entièrement nouveaux. Le progrès scientifique s'accélère à un rythme à peine croyable qu'expliquent peut-être certains facteurs: l'évolution convergente de la science et de l'industrialisation, la croissance démographique ou encore la dimension universelle que prend aujourd'hui tout événement marquant. L'interdépendance des phénomènes scientifiques, économiques et sociaux, déjà entrevue par les chercheurs, est désormais une réalité. Il n'est plus guère d'événement qui n'ait des répercussions directes ou indirectes sur la vie de l'individu, dont l'équilibre et la sécurité sont constamment menacés. Ainsi la misère éloignée du tiers monde ne saurait laisser indifférents les pays dits développés, et une crise politique dans un pays quelconque a aussitôt des effets économiques (notamment quant à l'approvisionnement) et monétaires dans les autres pays.

La société, probablement pour la première fois dans l'Histoire, prend désormais conscience de problèmes qui intéressent l'humanité tout entière et ne peuvent être résolus qu'à l'échelle mondiale: la guerre et la paix, le désarmement atomique, les échanges internationaux, les relations monétaires, le revenu national et le niveau de vie, et j'en passe. A cela s'ajoute la diffusion de l'information au sein des masses: grâce à la rapidité des communications, les distances ne sont plus un obstacle à l'universalisation des soucis et des craintes.

MALAISE ET CONTESTATION

Dans cette situation et probablement du fait des conclusions que l'homme intégré dans la société en tire, consciemment ou non, la révolution scientifique, technique et économique s'accompagne aujourd'hui d'un malaise qui se traduit, nous l'avons vu il n'y a pas si longtemps, par des mouvements de protestation et de contestation. Nous en dégagerons plus tard les mobiles. Si l'on examine avec attention la situation politique générale, on sera frappé de voir que tous les systèmes politiques et économiques sont attaqués de l'intérieur ou tout au moins mis en question non seulement quant à leur contenu, mais également dans leur existence même. Nous assistons partout à une totale remise en cause de la société, à l'est comme à l'ouest, dans les pays capitalistes comme dans les pays communistes, qui n'a rien à voir avec les contestations classiques du siècle passé et du début de ce siècle. Les mani-

festations ouvrières de jadis avaient un caractère éminemment économique ou social: une classe en quête de conditions d'existence plus humaines se heurtait à une autre classe qui défendait ses privilèges.

La contestation — on ignorait d'ailleurs le mot — se manifestait à l'intérieur de la société et pouvait être considérée comme un phénomène naturel et inhérent à l'évolution de la collectivité vers des formes sociales mieux adaptées aux besoins de l'époque. La preuve en est que là où le régime capitaliste a su corriger quelque peu ses défauts et éliminer les injustices par trop provocantes, la contestation a largement perdu de son mordant.

C'est sur un tout autre plan que s'exprime la contestation d'aujourd'hui qui ne s'attaque qu'à certains aspects de la réalité sociale. Elle est dirigée contre la société et les institutions publiques. Elle ne veut pas seulement amender le système économique ou abolir certains privilèges, mais corriger les prétendus défauts du système politique en s'en prenant aux idées maîtresses qui le sous-tendent, à ce que les Allemands appellent une « Weltanschauung ». Les tenants de la contestation préconisent la redistribution du pouvoir par une réforme du système politique préalable à la réforme des institutions. Devant l'impossibilité de se satisfaire du système des partis, ils proposent des alternatives globales tant pour les structures de l'Etat que pour les méthodes de gouvernement. Le pouvoir public devrait selon eux s'appuyer sur la démocratie directe, sans aucune délégation de souveraineté. Constatant que le peuple ne détient plus réellement le pouvoir, ils affirment que l'autorité représentative de la volonté populaire n'agit plus que pour son propre compte. Et ils en arrivent ainsi à prôner une sorte de démocratie totalitaire qui cherche, parfois par la violence, à imposer sa volonté à la majorité et aux dissidents. En préconisant l'abolition du système représentatif, ils rejoignent en quelque sorte l'opposition extra-parlementaire. Il s'agit somme toute d'un retour à des formes en fait largement dépassées, d'un retour anachronique au jacobinisme d'antan et à des conceptions qui eurent largement cours dans la période agitée qui va du déclin de la féodalité à l'avènement de la démocratie représentative.

C'est bien là une tentative de transférer le pouvoir à une minorité agissante, et par pouvoir je n'entends pas seulement celui de l'Etat, mais tout pouvoir, toute institution impliquant une hiérarchie et une organisation verticale.

Je m'écarterais par trop du sujet si je voulais m'étendre ici sur ce problème. Il est toutefois certain que les récents événements qui ont secoué l'Europe ont montré à l'évidence que tout le débat tournait autour du problème de la conduite des affaires publiques. Il est indéniable que les partis ont perdu beaucoup de leur influence au profit des intérêts particuliers (consommateurs, agriculteurs, artisans, employés, etc.). Cela tient au fait que ces intérêts particuliers, dans une société de bien-être qui craint de perdre son opulence, ont beaucoup plus de résonance que les objectifs apparemment poursuivis par les partis: ainsi le prix des légumes a pour certains milieux autant d'attrait que la liberté de la presse, et la semaine de travail ou les augmentations de salaires suscitent souvent plus d'intérêt que la revision totale de la Constitution.

UNE SOCIÉTÉ COMPARTIMENTÉE

Je crois qu'ici une première conclusion s'impose. Devant l'envahissement et la prépondérance des intérêts particuliers, souvent imperméables aux exigences de la solidarité et de l'intérêt général, la vie politique et surtout la vie économique d'un pays tendent toujours davantage à se compartimenter. Or, ce compartimentage de la société a toujours favorisé les tendances autoritaires et centralistes qui, à leur tour, provoquent le malaise bien compréhensible que nous connaissons.

La Suisse peut encore remédier à cet état de choses, mais elle ne pourra le faire que si les partenaires sociaux et les groupements d'intérêts veulent bien se donner la peine d'étudier sérieusement et dans toute leur complexité les phénomènes économiques, d'axer leur politique sur l'intérêt général et d'élaborer des programmes à long terme avec des buts bien définis.

Dans une démocratie, chacun est libre de penser et d'agir comme il l'entend. Il n'y a aucune raison, pour autant que l'ordre public ne soit pas troublé, de réprimer certaines tendances qui frisent le pathologique mais qui finissent par se résorber comme toutes les utopies. L'autorité de l'Etat n'en sera pas atteinte, dans la mesure tout au moins où celui-ci veille à ne pas tolérer le terrorisme politique et l'usage de la violence. L'expérience d'une démocratie parlementaire désarmée et défaitiste qui a cédé aux groupes d'assaut des mouvements antidémocratiques a apporté suffisamment de malheurs à l'Europe pour que nous ne retombions pas dans les mêmes erreurs. Mais ce serait faire preuve d'aveuglement que de vouloir ignorer les raisons profondes du malaise, qui ne saurait s'expliquer uniquement par la contamination psychologique des esprits mécontents.

LA SUISSE EST LIÉE AU MONDE

Il est indéniable qu'il y a une certaine interdépendance entre l'évolution des structures économiques et scientifiques d'une part et les institutions politiques, voire la situation politique du monde et de l'Europe, d'autre part.

Nous pouvons assurément prédire la voie que notre pays sera amené à suivre au cours des prochaines générations, car nous connaissons quelques-uns des facteurs qui déterminent la croissance économique, le développement démographique et les multiples transformations de tous ordres, étant admis évidemment que le monde extérieur évoluera selon nos hypothèses.

Comme l'avenir de notre pays n'est pas seulement déterminé par des facteurs internes, mais aussi et surtout par les relations que nous entretenons avec les autres pays, nous ne pouvons bien entendu bâtir que sur des hypothèses, qui seront d'autant plus proches de la réalité que nous aurons su dégager de la situation européenne et mondiale un pronostic valable.

Voici quelques mois encore, on prétendait que les deux grandes puissances qui régissent le monde disposaient de terribles armes atomiques capables d'assurer la

paix par la terreur entre l'est et l'ouest et de garantir la solution pacifique des conflits entre les autres Etats. Les graves problèmes que ces deux superpuissances devaient affronter sur le plan intérieur (problèmes économiques et politiques en URSS, sociaux et raciaux aux Etats-Unis) semblaient constituer un autre gage de paix. En fait, la crise du mois d'août a rendu prudents les plus optimistes.

Je vois à cela deux raisons déterminantes. L'intervention soviétique dans un pays souverain et communiste démontre que le Kremlin se considère comme le leader des pays de l'est auxquels n'est assurée aucune liberté de décision propre, ni dans leurs relations extérieures, ni dans leur politique intérieure. Que cela puisse accentuer les risques de conflit et en même temps consolider l'un des blocs, nous en sommes tous conscients.

Le gouvernement soviétique a fait savoir le 3 septembre au gouvernement de Bonn qu'en vertu des articles 53 et 107 de la Charte des Nations Unies, il estimait avoir un droit d'intervention armée en Allemagne de l'Ouest aux fins de garantir la paix. Or, pour l'URSS, la clé de voûte de l'Europe demeure toujours l'Allemagne. On saisit dès lors toute la portée de cette menace, surtout si l'ombre de la croix gammée devait s'étendre dans ce pays. La situation ressemble tristement au temps où les dynasties se disputaient le leadership en Europe, à la différence toutefois que la France, à quelques exceptions près, a abandonné ses positions extérieures, que l'Angleterre s'est retirée de la zone du canal de Suez et que les amiraux de la Méditerranée sont aujourd'hui russes et américains comme les astronautes et cosmonautes. Le rapprochement n'est nullement fortuit. La situation militaire européenne s'est certainement détériorée et le tableau n'est guère plus réjouissant si l'on considère l'Europe politique et économique.

L'élan vers la collaboration semble s'assoupir et l'inquiétude autant que le mécontentement ralentissent la marche vers les objectifs que l'on s'était assignés. Kennedy affirmait que l'on avait peur lorsqu'on ne croyait plus; au fond, il existe une Europe qui a peur parce que fatiguée et ayant perdu confiance, à tel point que la plupart de ses organisations traversent présentement une crise.

L'Europe des Six en est d'ailleurs à sa troisième crise. L'effondrement de la Communauté européenne de défense, le refus d'accepter l'Angleterre dans le Marché commun, le refus d'entamer des négociations avec les Anglais et les Scandinaves, sont autant d'étapes malheureuses d'une évolution que nous avons tout lieu de déplorer.

Le nationalisme français et la lourdeur des institutions européennes freinent d'abord l'extension géographique de l'Europe et, partant, l'adhésion d'autres pays, mais aussi la consolidation de l'édifice européen. Les institutions de Bruxelles continuent néanmoins à fonctionner et une politique est en train de s'esquisser dans les domaines énergétique, agricole, industriel et des transports. Mais l'Europe des Six, comme du reste aussi l'Europe de la Zone de libre-échange, enfermée derrière les barrières protégeant les intérêts particuliers, privée de tout élan idéal, est menacée d'étouffement. Dénué de toute inspiration idéologique, le travail des techniciens se borne à la préparation bureaucratique de règlements et se heurte à des obstacles

parfois insurmontables. En dehors de Bruxelles, toutefois, le monde et l'Europe évoluent à vue d'œil. Les problèmes monétaires sont constamment à l'ordre du jour. La concurrence japonaise et américaine représente pour l'industrie européenne un défi alarmant: la balance des paiements des Etats-Unis, encore déficitaire, a fait affluer sur les marchés européens des dollars que les grandes entreprises américaines, en s'établissant sur le continent, ont su utiliser pour leur propre expansion. Si l'Europe officielle a de la peine à se retrouver sur le terrain politique et économique, du fait déjà des problèmes d'hégémonie et de prestige national, l'Europe réelle, celle des industriels, des financiers, des syndicalistes, éprouve un impérieux besoin de corriger une évolution qui pourrait être fatale. Aussi les initiatives de grande envergure se prennent-elles en dehors des sphères officielles et la récente affaire Fiat/Citroën a montré à l'évidence le paradoxe d'un gouvernement qui se refuse à accepter une évolution qui cadre pourtant parfaitement avec la ligne politique que ce même gouvernement a déclaré vouloir suivre en adhérant au Traité de Rome.

L'initiative pour l'avion Concorde n'a pas non plus passé par Bruxelles, et les Allemands pensent depuis longtemps en termes géographiques qui ignorent les frontières du Marché commun. Soit dit entre parenthèses, tout cela montre bien que la Suisse, avec son ouverture traditionnelle au monde, n'a somme toute pas choisi une si mauvaise voie.

Comme je viens de le rappeler, l'été chaud de Tchécoslovaquie n'a fait qu'attiser les inquiétudes européennes. L'Europe a compris qu'aux dangers d'ordre économique, provenant en particulier d'un tiers monde mécontent, s'ajoutait maintenant un déclassement politique et militaire, mis surtout en évidence par le désintérêt du reste du monde pour la tragédie qui a ébranlé notre continent.

NATIONALISME ET INTERNATIONALISME

La politique européenne semble condamnée pour longtemps encore à choisir entre le nationalisme et l'internationalisme. Il est urgent de trouver de nouvelles formules; on ne peut évidemment ignorer ce qui existe, il faut même bâtir sur ce qui est et qui est l'œuvre de ces dernières années, mais la collaboration européenne ne doit pas nécessairement se faire au détriment de ceux qui sont en dehors d'un groupe dont toute la politique est axée sur la protection des intérêts économiques. Tout en suivant attentivement le travail des grandes organisations, la Suisse doit être prête à envisager d'autres solutions. C'est dans cette perspective, mais sous un ciel de tempête — encore qu'une lueur d'espoir semble monter au Vietnam — que nous devons affronter l'avenir de notre pays et celui de notre jeunesse. En dépit des teintes sombres du tableau, nous voulons croire que la paix sera assurée longtemps encore et que l'on réussira à normaliser les rapports politiques. Comment cet avenir se présente-t-il? Malgré les progrès foudroyants de la science, nous sommes bien loin de pouvoir tout calculer, tout évaluer, tout prévoir. La planification la plus perfectionnée est souvent déjouée par la réalité et ignore néces-

sairement certains facteurs imprévisibles qui peuvent changer le cours des événements, d'autant plus que les mutations qui affectent à l'heure actuelle la société dans l'ordre de la connaissance et de la civilisation, entraînent le renouvellement de certaines structures devenues caduques.

L'IMPACT DE LA SCIENCE

Les progrès de la science accélèrent à tel point les transformations sociales et économiques qu'il semble bien que l'on prenne moins de risques en allant de l'avant avec courage qu'en s'employant à freiner l'évolution. Pour cela, il importe de faire preuve d'un véritable esprit de prévision en pratiquant une prospective globale, c'est-à-dire qui considère la société dans son ensemble.

Une première question vient alors aussitôt à l'esprit: la Suisse de la fin du siècle sera-t-elle une Suisse purement scientifique, intégrée dans un monde totalement mécanisé, où l'on ne discutera que de la vitesse des missiles, de la productivité et des aliments synthétiques, au mépris des problèmes politiques, et surtout humains?

Je ne le souhaite pas et je ne le pense pas non plus. Il est bien vrai que nous assistons à la désintégration de la vie politique et à des tentatives de réorganisation de la vie économique. Mais la transformation des structures économiques, quelles que soient son ampleur et ses formes, ne saurait entraîner sans plus une transformation parallèle de nos structures politiques.

Tout porte à croire — mais je ne formule là encore qu'un espoir — qu'à l'avenir également nous serons sans cesse confrontés avec les impératifs politiques, ce qui ne doit nullement nous dispenser d'adapter certaines institutions à la nouvelle révolution industrielle. Mais les problèmes de fond n'en subsisteront pas moins: je songe en particulier à la sauvegarde de la démocratie, à l'indépendance nationale, à la neutralité, à la liberté de l'individu au sein de la société. Et il s'agira surtout de redonner une signification concrète à ces principes.

Nous allons sans doute assister dans tous les pays à un effort croissant pour se libérer de l'emprise politique et économique des deux grandes puissances, chez ceux-là même qui reconnaissent tout ce que le monde libre doit à l'aide accordée par l'Amérique lorsque l'Europe risquait d'être submergée par la vague hitlérienne.

L'avenir de la Suisse se jouera en grande partie sur le terrain international, et cela dans tous les domaines. Si le nationalisme est une arme dangereuse pour une grande nation, elle est une arme redoutable et fatale pour un petit pays comme le nôtre, surtout en un temps où seule compte la politique des grands espaces. On m'objectera sans doute que je nourris là des propos un brin ambitieux. Evidemment, notre importance démographique nous interdit de jouer un rôle de pointe, encore que notre situation géographique et stratégique au centre de l'Europe nous permette tout de même de dire notre mot. Mais sur le plan économique mondial, nous occupons le 12e rang et, grâce à un remarquable système bancaire, nous sommes sans doute l'une des premières places financières du globe. Je voudrais montrer par là

que la phase du bilatéralisme et du repliement sur soi est déjà en déclin et que nous avons incontestablement un certain poids dans les relations internationales. Les rapports de la Suisse avec l'étranger ne pourront plus être déterminés par son seul intérêt et il faudra bien qu'elle s'ouvre davantage au monde.

PATRIE — PARTICIPATION

Cela ne doit pas nous amener à rejeter l'idée de patrie comme certains semblent parfois y songer. Le patriotisme demeure une vertu nécessaire et propre à cimenter l'union des cœurs. L'idée de patrie, tout comme celle de neutralité, conserve toute sa valeur et toute sa force. Dans le monde troublé qui est le nôtre, les petits Etats ont autant de chances de survie que les grands.

Mais il est bien évident qu'aucun pays ne peut vivre en vase clos et que son existence sera d'autant mieux assurée que les autres nations y trouveront leur intérêt. Je sais que la jeunesse met en cause le principe même de notre neutralité. Mais n'est-il pas plus noble de vouloir protéger le sol national quoi qu'il en coûte, avec d'ailleurs l'accord tacite des nations voisines, que d'adhérer d'emblée à un bloc politique et militaire qui pourrait nous entraîner dans une guerre injuste ? Car devant quelle alternative ne sommes-nous pas aujourd'hui ? Ou nous nous allierons au bloc de l'est en nous plaçant sous la férule soviétique pour marcher s'il le faut en Tchécoslovaquie ou alors nous nous intégrerons au bloc occidental en faisant cause commune avec les nations dont l'autorité est prépondérante et en reconnaissant leur leadership. La politique de neutralité armée, la seule concevable pour nous, avec à l'intérieur la défense à outrance de nos institutions démocratiques et des libertés individuelles fondamentales, ne nous dispense aucunement d'être présents sur la scène internationale partout où notre action peut être utile sans pour autant entrer en conflit avec notre traditionnel statut de neutralité. La fameuse devise « neutralité et solidarité » ne suffit plus dans le contexte actuel. Il y faut encore la participation active au destin du monde, dans la mesure bien sûr où nos moyens et notre politique nous le permettent.

Je ne sais pas si l'on se rend bien compte en Suisse de la dynamique propre aux relations internationales et de la menace qui pèse sur notre pays si nous continuons à nous isoler sous le prétexte, bien spécieux, que nous nous sommes toujours tirés d'affaire tout seuls. Les problèmes ont pris aujourd'hui une dimension universelle, les méthodes de travail ont évolué et le cadre multilatéraliste des relations internationales ne permet plus aux absents d'exercer la moindre influence sur les décisions.

Dans de multiples secteurs de la politique et de l'économie, la plupart des pays débattent de leurs problèmes au sein d'organisations internationales et c'est pourquoi la Suisse se doit aussi d'affirmer sa présence sur la scène internationale. Les craintes que nous éprouvons pour l'avenir de l'Europe et du monde nous placent continuellement devant un choix douloureux auquel nous ne pourrons pas indéfiniment surseoir. Nous voudrions d'une part nous replier sur un conservatisme

dépassé, revenir en arrière, sauvegarder une tradition qui, dans d'autres circonstances, a fait ses preuves, conserver un paysage connu et familier, et d'autre part fuir en avant, entrer en contact avec l'étranger dans l'espoir de trouver les moyens propres à résoudre les grands problèmes que nous sommes incapables d'affronter tout seuls, et enfin apporter au monde notre contribution.

Pour mon compte, j'ai déjà choisi: partout où le permet la politique de neutralité, il importe que nous soyons présents, même si cette présence exige de nous des sacrifices, peut-être même de lourds sacrifices.

Cette attitude ne pourra d'ailleurs avoir que des effets bénéfiques pour le pays.

PARTIS ET POLITIQUE

Si la démocratie suisse traverse une crise, cela tient probablement au fait que les partis ont visiblement perdu de leur attrait par suite de l'affaiblissement des oppositions idéologiques, biens moins virulentes qu'autrefois. Mais la crise a encore une autre cause: la vie politique se limite de plus en plus au canton ou à la région et les grands problèmes internationaux sont par trop négligés. On me reprochera peut-être de vouloir minimiser la vie nationale. Il n'en est rien, bien au contraire. L'abstentionnisme, le manque d'intérêt pour la chose publique, l'esprit particulariste et l'incompréhension de tout ce qui est étranger me semblent offrir bien plus de dangers qu'une attitude constructive et saine envers des problèmes que nous serons tôt ou tard appelés à résoudre. La grandeur économique du pays est l'œuvre de quelques esprits éclairés et lucides qui ont pris conscience de la nécessité pour la Suisse de sortir de sa coquille pour s'ouvrir au monde.

Le défi est désormais lancé sur le plan international, qu'il soit américain ou russe, qu'il émane des pays d'Europe ou de ceux du tiers monde. Nous ne saurions nous soustraire à cette évolution. L'indifférence et le refus ne nous seront d'aucun secours. Aussi une prise de conscience nationale est-elle nécessaire dans le cadre d'une politique à long terme qui nous permette d'être actifs et de construire au lieu d'attendre simplement l'issue des événements. C'est du reste la ligne de conduite que le Conseil fédéral a définie dans son rapport sur la politique gouvernementale auquel j'ai souscrit sans réserve. Mais il faut que ces idées soient aussi partagées par le parlement pour gagner ensuite l'opinion publique. Il y a d'ailleurs un certain sens de la mesure à respecter et ce serait pure folie de la part d'un pays de vouloir agir seul ou au contraire de se refuser à toute entraide internationale au moment même où l'on est en train d'élaborer partout une stratégie du développement.

Dans le pays même, la politique de développement nous pose désormais des problèmes d'une réelle envergure.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE

Malgré toute la prudence qui nous caractérise, il est bien difficile de nous soustraire aux impératifs de la croissance économique. Il importe toutefois, me semble-t-il, de ne pas se laisser dominer par les forces centrifuges et de promouvoir dans

le pays certaines valeurs essentielles, comme l'équilibre ethnique et politique, les bons rapports entre l'Etat et le citoyen, le perfectionnement du système administratif et l'essor des collectivités locales.

L'explosion démographique à laquelle nous assistons va nous placer devant des problèmes que connaissent déjà nombre d'autres pays.

La population suisse comptera à la fin du siècle 9 à 10 millions d'habitants. Elle connaîtra de fortes variations non pas tant par sa croissance même que par l'intégration des étrangers. Déjà on peut prévoir qu'un grand nombre de ceux qui demanderont la naturalisation seront latins et catholiques. Au dire des spécialistes, l'évolution va dans le sens d'un vieillissement de la population, ce qui aura évidemment une incidence sur les assurances sociales. La part de la population active diminuera par rapport à la population totale. En outre, sous l'effet de l'automatisation, on assistera à un recul de la population active dans les secteurs primaire et secondaire (agriculture et industrie) au profit du secteur tertiaire, c'est-à-dire des services. Il faut se rendre compte aussi que l'énorme réservoir de population que la campagne constituait autrefois pour les deux autres secteurs de l'économie sera bientôt épuisé. La part du secteur primaire dans les pays industrialisés est évaluée à environ 15 %. Ce taux peut être estimé à quelque 8 % en Suisse alors même que pour des raisons géographiques la diminution sera moins importante qu'ailleurs. Cette évolution va nous poser une quantité de problèmes qu'il serait intéressant d'approfondir. Il suffit de noter que la Suisse, si elle n'avait recours à l'importation, ne serait à même de nourrir que la moitié de ses habitants, pour comprendre combien notre situation est délicate et même vulnérable. Nous ne pouvons examiner ici que deux questions, et encore très superficiellement: la politique d'aménagement du territoire et la formation des cadres, ce qui nous amènera à parler des universités. Nous avons connu depuis la fin de la guerre une expansion économique prodigieuse. Le produit national brut, qui était de 2,5 milliards de francs au début du siècle, a atteint 68 milliards en 1967. En dépit du renchérissement, le pouvoir d'achat de la population s'est accru dans des proportions insoupçonnées, ce qui a sensiblement modifié la demande du marché en provoquant un essor de la consommation de biens et de services ainsi qu'une augmentation des biens d'équipement. Or, on estime que le pouvoir d'achat doublera encore d'ici à la fin du siècle.

UNE PLANIFICATION NATIONALE?

Que nous ayons réussi jusqu'ici à adapter l'infrastructure aux besoins de croissance sans aucune planification préalable tient vraiment du miracle. Mais à la faveur de l'accélération nous devons nous attendre à une croissance plus rapide encore, qui nécessitera de notre part des efforts encore plus poussés en matière d'équipement collectif. Le pragmatisme nous a rendu jusqu'ici des services éminents. Mais en raison des problèmes toujours plus délicats qui vont se poser à l'Etat dans un proche avenir, nous serons toujours davantage contraints de recourir à l'intervention des pouvoirs publics. Car il est bien évident que certains problèmes ne seront

plus à la mesure de l'économie privée et qu'il nous obligeront dès lors à rechercher de nouvelles méthodes de gestion. La science, l'économie, l'administration devront être mises au service d'une conception globale de la vie sociale qui, tout en laissant à l'individu la plus entière liberté, servira les intérêts de la collectivité. Mais qu'on ne se fasse pas d'illusions. Nos possibilités demeureront toujours en deçà des tâches à réaliser; le plan devra donc nous indiquer les limites compatibles avec une saine expansion et nous fixer des priorités. Mais une autre constatation s'impose. Nos activités ne différant pas tellement de celles de l'étranger, le plan sera nécessairement tributaire pour une large part des plans étrangers. Mais là au moins où nous pourrons conserver notre autonomie, veillons à ce que notre politique prospective réserve à la culture, aux rapports humains et à l'information la place qu'ils méritent.

Encore un point. Le plan doit prévoir un certain taux de croissance; nous avons fixé 7 % dans nos budgets de 1970 et 1971. Mais il faut prendre garde que la croissance ne soit pas absorbée par les mécanismes administratifs et de roulement et surtout qu'elle ne fléchisse pas jusqu'à ne plus permettre que le maintien pur et simple du système économique. Cette politique doit se fonder essentiellement sur l'entreprise. Aucune administration ne peut se substituer à l'entreprise dans son rôle de créateur de richesse. Les moyens de financement, le profit non distribué, la liberté de mouvement dans le cadre d'une concurrence internationale toujours plus âpre, sont les éléments essentiels propres à stimuler l'entreprise et l'appareil productif.

Donnons à nos entreprises les marges qui sont nécessaires à leur existence, en leur demandant toutefois — ce que du reste elles font le plus souvent — d'accorder aux cadres et aux ouvriers une juste rétribution pour l'apport qu'ils fournissent à l'économie nationale.

A ce propos il convient de souligner le rôle toujours plus important des syndicats dans la vie économique, rôle qui depuis longtemps a cessé d'être exclusivement de revendication. Les syndicats sont désormais des partenaires sociaux désireux de sauvegarder au-delà des intérêts particuliers, l'intérêt général. Personne ne prend plaisir à voir brûler la maison dans laquelle il doit habiter.

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le plan réserve une place de choix à l'aménagement du territoire. Le plan d'aménagement national ne doit pas être la somme des plans régionaux, mais plutôt une synthèse.

Le plan d'aménagement nous indique les limites d'une expansion raisonnable et si les régions moins favorisées ont quelque espoir de survivre aux mouvements de concentration, il s'agit avant tout de discerner les besoins globaux et les moyens de les satisfaire.

Le plan d'aménagement national, qui chez nous est en préparation, mais qui est déjà implanté dans tous les pays d'Europe et depuis longtemps aux Etats-Unis, est avant tout une prise de conscience des problèmes de l'habitat humain

et de l'urbanisme, en particulier de l'hypertrophie des agglomérations dont l'expansion a d'ailleurs maintenant tendance à se ralentir au profit des centres suburbains et des campagnes, envahies par la construction. En 1870, le 10 % seulement de la population était urbain, en 1900 le 22 %, en 1950 le 36 % et en 1960 le 42 %. Quelle que soit l'évolution future, les civilisations urbaine et rurale finiront par converger dans leurs modes de vie. C'est ainsi que certains centres, qui présentent aujourd'hui toutes les caractéristiques de la petite ville, étaient encore des villages ruraux voici vingt ans. La vie rurale tend à s'urbaniser; dans vingt ou trente ans, la mécanisation de l'agriculture aura donné naissance à une vie rurale d'un type entièrement nouveau.

L'évolution démographique va créer d'énormes problèmes dans le secteur des transports, qui est en quelque sorte le système nerveux de l'économie. Dans le cadre de l'aménagement de l'espace humain, la plus grande attention sera vouée à la protection des sites et à la lutte contre la pollution des eaux.

Les transports publics gagneront en importance, surtout dans les villes où il est d'ores et déjà impossible de régler de manière satisfaisante la circulation privée qui doublera entre 1975 et 1980 pour dépasser alors largement les deux millions de voitures.

On n'a pas complètement tort de prétendre que la société moderne s'est davantage préoccupée de programmer et d'imposer une consommation de masse que de favoriser les rapports sociaux et humains. La société devrait se soucier davantage des rapports entre les individus. Un effort énorme devra d'ailleurs être fait si l'on veut que l'expansion culturelle suive l'expansion urbaine et que la planification des technocrates n'écrase pas complètement les valeurs humaines.

Pour faire face à ces problèmes, il faut avant tout de l'audace, audace d'autant plus nécessaire dans un pays comme la Suisse où les ressources sont inégalement réparties et où le sol est en partie inculte.

JEUNESSE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR

Mais la question essentielle sera celle des ressources humaines, d'où découle tout le problème de la jeunesse, de sa préparation et de ses responsabilités envers le pays. Deux observations me semblent devoir être faites à ce propos.

La première est que la Suisse, privée de matières premières, avec une agriculture qui produit plus cher qu'ailleurs, n'est en mesure d'assurer la croissance de son économie qu'avec son travail et sa matière grise.

Seconde remarque: l'éducation de la jeunesse en général, la formation professionnelle, la formation universitaire sont pour nous autant de nécessités si nous voulons que la génération de demain soit à même d'affronter les tâches combien complexes mais passionnantes qui l'attendent.

Mais alors, comment expliquer le malaise des étudiants — pour ne pas parler des autres jeunes? Sont-ils inconscients de leur devoir envers la société? Je ne le crois pas. Certes, il y a une contestation absurde, fondée sur l'idée que la société

doit être « révolutionnée », que le pouvoir doit être redistribué, que toute subordination est à rejeter. C'est la contestation des visionnaires qui ignorent les efforts qui sont nécessaires pour assurer l'équilibre économique, la prospérité du pays, le plein emploi, la sécurité sociale. Gouverner le pays réel et accomplir sa tâche de magistrat ou de citoyen est bien plus difficile que d'apprendre par cœur des phrases absurdes à répéter à chaque occasion. J'ai entendu à la télévision romande, il y a quinze jours, un étudiant imputer au capitalisme le fait qu'à la cité universitaire de Genève, qui est la résidence des étudiants, tout était réglé et que les locataires n'avaient plus de soucis de gestion. Je vous fais grâce des autres arguments dont le seul mérite était d'être incompréhensible. Mais il y a une forte majorité d'étudiants qui sont bien loin de partager ces vues aberrantes et qui sont pourtant en proie à un malaise diffus mais bien réel. J'ai entendu récemment les représentants des étudiants suisses tenir des propos concrets et solidement fondés, qui m'ont largement dédommagé de l'impression laissée par les autres.

Il est trop facile de prétendre que le malaise a sa source dans l'inadaptation des structures. Si c'était vrai, le malaise aurait disparu une fois réunis les moyens nécessaires à la réforme des structures, et il ne serait pas même apparu là où les pouvoirs publics ont su doter l'université de bâtiments et d'installations modernes.

Il n'est pas facile de dégager l'origine de ce malaise. Je pense qu'il faut la chercher pour une part dans le rôle qu'occupe la jeunesse dans la société mais aussi dans les craintes qu'elle éprouve pour son avenir. Il est incontestable que la jeunesse est aujourd'hui dans la société un facteur de plus grand poids qu'autrefois. Elle est confrontée très tôt avec les problèmes du monde grâce aux moyens audiovisuels. La télévision représente pour elle ce qu'étaient pour nous les classiques de l'antiquité ou l'économie politique de Pareto. Les jeunes disposent de toujours plus de biens matériels. Nombre d'entre eux trouvent en marge de leurs études le moyen de gagner leur vie. L'obéissance à la norme, la dépendance à l'égard de la famille ou de la société, autant de règles qui semblent avoir fait leur temps. Dans ce climat, la volonté de participation aux décisions est certainement plus profonde qu'auparavant.

Ajoutons à cela que la jeunesse ne veut pas se laisser imposer par la société des conceptions, des styles de vie ou des enseignements qu'elle estime dépassés. Tout cela n'est sans doute pas nouveau. Mais ce qui frappe, c'est l'énorme fossé qui s'est creusé entre les générations, du fait peut-être que la société de bien-être, en permettant de vivre aisément et sans grands soucis, favorise la contestation; il est facile en effet de contester lorsqu'on jouit des avantages de ce qu'on conteste.

A l'Université de Berne, les nouveaux étudiants parlent du fossé qui les sépare des candidats aux examens! L'absence de guerres, l'absence de crises, la prospérité économique, tous ces facteurs ont certainement favorisé l'éclosion de ces tendances.

Il faut noter d'autre part que la civilisation actuelle, où tout se mesure au rendement, tend à ne s'intéresser qu'à ceux qui contribuent directement à la production.

Il ne fait aucun doute que la civilisation moderne contrarie les tendances profondes des individus et des peuples, toujours en quête de bonheur. Marx comme Freud reviennent constamment sur cette idée qu'ils associent à celles d'exploitation et de répression.

Mais il y a encore une autre explication à ce phénomène. Il existe un rapport étroit entre l'essor économique d'une nation et la part qu'elle fait à son expansion scolaire et universitaire ainsi qu'à la recherche. Le besoin de scolarisation doit donc s'analyser au niveau de la collectivité en quête de progrès. Mais il s'exprime aussi au niveau de l'individu. Or, la somme des connaissances à acquérir va en s'accumulant, alors que parallèlement ces mêmes connaissances sont mises en question.

Je pense que les jeunes ont pris conscience de l'impossibilité d'acquérir dans le monde actuel un bagage de connaissances qui réponde pleinement aux besoins de notre époque.

Il en va de même des qualifications professionnelles qui, dans une société en perpétuelle transformation, se réfèrent toujours à une situation donnée et ne sauraient valoir toute une vie.

Il est bien évident que cet état de choses, accompagné de l'incertitude qui pèse sur le monde du fait de la situation politique, contribue à créer le malaise dont nous avons parlé. Il est de notre devoir de tout entreprendre pour l'effacer, car il ne suffit pas de transmettre nos responsabilités à la jeunesse, il faut que, d'un commun accord, nous tâchions de trouver des remèdes à ce malaise. Il ne faut pas que la crise universitaire, la crise de la recherche, la crise de l'instruction remettent en cause la démocratie et les institutions politiques. Il faut que nous apportions notre soutien à tous ceux qui ont à cœur de promouvoir des réformes dans l'ordre et la liberté afin qu'ils triomphent des éléments purement négateurs et destructeurs. Ces derniers en effet se réclament d'une « Weltanschauung » qui déborde le cadre de la société, de la morale, de la convenance. On ne saurait guère réaliser de réformes sans idées, mais il est bien pire de vouloir imposer des réformes reposant sur des idées aberrantes. On ne voit que trop bien où conduirait une école soumise à la dictature des étudiants, alors qu'il est parfaitement sensé de vouloir élaborer une réforme avec leur concours, et cette idée a du reste déjà obtenu l'adhésion de notre Parlement. Il est certes malaisé de s'entendre sur une formule de participation qui soit acceptée par tous, mais je pense que les étudiants admettront eux-mêmes que ceux qui ne sont pas encore entrés dans la vie active sont mal placés pour mesurer les conséquences pratiques de leurs propositions.

LA RÉFORME DE L'UNIVERSITÉ

Entre l'immobilisme et la révolution, il doit certainement y avoir un chemin suscebtible de conduire au but dans les meilleures conditions possibles. Entre une réforme démagogique et une réforme vraiment progressiste, le peuple saura faire son choix, car n'oublions pas que les besoins universitaires et scientifiques exigent des millions qu'il serait bien sot de sacrifier pour des solutions ridicules et démagogiques.

A mon sens, l'université doit demeurer un organisme transparent dont chaque citoyen puisse se faire une juste idée et qu'il puisse, s'il le faut, aussi critiquer.

Il ne saurait être question d'aborder ici le contenu même de la réforme. Mais nous voyons déjà se cristalliser certains éléments.

D'abord l'université doit être indépendante et trouver en elle-même la force de se réformer dans les limites des lois cantonales. C'est plus un problème d'attitude que de technique, de personnes que de législation.

Mais il faut bien se rendre compte aussi que l'université est devenue un énorme appareil administratif qui gère beaucoup d'argent et porte une lourde responsabilité vis-à-vis des pouvoirs publics et de la jeunesse.

L'université peut-elle survivre sans une organisation adéquate, peut-elle encore s'affirmer si elle se contente de n'être qu'un groupement très libre de facultés, sans que sa volonté puisse s'exprimer par le truchement d'une direction efficace et stable ? Je crois qu'à cet égard l'exemple des écoles polytechniques, à direction permanente, est tout à fait concluant.

Dans le cadre de cette organisation, il me paraît particulièrement opportun de développer encore l'orientation professionnelle afin de ne pas créer, dans un monde déjà suffisamment compliqué par lui-même, un chômage intellectuel qui pourrait avoir des conséquences désastreuses. L'exemple de l'étudiant de la Sorbonne qui déclarait à la télévision qu'il voulait renouveler la société, car celle-ci n'accordait aucune place aux sociologues, me paraît hautement significatif.

Je ne doute pas que les cantons, souverains en la matière, sauront trouver des solutions justes et acceptables par tous les hommes de bonne volonté. Ceux qui veulent la contestation à tout prix et qui la poussent à outrance poursuivent des objectifs qui n'ont rien à voir avec l'université et qui relèvent de la pure stratégie politique. Aussi toute discussion avec eux me paraît-elle d'avance vouée à l'échec.

Mais par ailleurs l'université n'est plus un monde fermé, chargé de dispenser un savoir plus ou moins adapté aux besoins. Elle est ou devrait être le moteur d'une société formatrice en constante évolution. Comme l'étudiant n'est plus l'auditeur passif d'autrefois, mais un acteur désireux de participer à la vie de l'institution, il importe que l'université, bien qu'autonome, soit en étroit contact avec la vie et le pays réels.

POUR UNE POLITIQUE DE LA RECHERCHE

L'existence et la survie des nations industrielles reposent aujourd'hui sur la recherche fondamentale et appliquée, ce qui ne signifie nullement qu'il faille pour autant négliger les valeurs irremplaçables de l'humanisme classique. Il me paraît inutile de revenir ici sur le « technological gap », l'écart technique avec les Etats-Unis. Il est parfaitement exact que le développement d'un pays est fonction de son degré d'instruction, du taux de scolarisation des diverses couches de sa population, sans distinction de classe sociale ou d'origine, mais il dépend aussi de la politique suivie en matière de recherche. Il faut là encore un contenu aux structures. Or, pour un

petit pays comme le nôtre, la politique de la recherche est surtout une question d'options, car il est certain que l'Etat ne saurait être omniprésent.

La recherche financée par l'économie privée étant dictée par le souci de rentabilité, le risque d'investissements mal orientés est plutôt faible. Et d'ailleurs les impératifs inéluctables de la recherche ont imposé ou rendu nécessaire la fusion de certaines grandes entreprises devenues ainsi des colosses financiers et techniques capables de supporter d'énormes budgets de dépenses. Dans notre pays, ce processus est en cours et s'accentuera encore si l'industrie veut rester à la hauteur de sa réputation. Mais par ailleurs la recherche ne saurait se passer aujourd'hui de l'aide des pouvoirs publics, aide qui, en Suisse, a été jusqu'ici assez modeste, mais qui ira inévitablement en se renforçant.

Les critères de choix peuvent considérablement varier, selon les objectifs qu'on entend se fixer. Veut-on faire une politique de prestige? Veut-on promouvoir le bien-être social par les sciences médicales? Veut-on freiner l'urbanisation et combattre la pollution des eaux? Veut-on favoriser les industries d'exportation?

La réponse à ces questions nous dictera l'ordre de priorité des recherches. S'il s'agit de recherches déjà amorcées sur le plan international (recherches spatiale, atomique, etc.), le problème est relativement simple, puisque nous faisons partie des organisations spécialisées. La question est plus délicate dès qu'il s'agit de recherche nationale ou d'une participation nationale à l'effort international.

Notre choix sera tout naturellement déterminé par certains facteurs tels que le coût, les possibilités de réalisation industrielle, les moyens techniques disponibles, le degré d'urgence dans le cadre du plan. Il est indispensable d'avoir une conception d'ensemble qui implique la collaboration des pouvoirs publics avec les milieux de la recherche et l'université, voire avec l'enseignement du second degré. Un choix (avec des centres de gravité) s'impose de toute manière si nous ne voulons pas nous disperser et gaspiller nos énergies et notre matière grise. Les options faites, il appartiendra à l'université d'orienter le processus créatif de l'enseignement vers les secteurs choisis. Ce n'est qu'ainsi que nous progresserons et les résultats atteints jusqu'ici sont d'ailleurs loin d'être décourageants, puisque notre pays exporte déjà plus de brevets qu'il n'en importe. Le pragmatisme a fait son temps, car la recherche a besoin aujourd'hui d'être organisée et encouragée systématiquement grâce à l'action conjointe des pouvoirs publics et de l'économie privée.

Mais il est deux écueils qu'il faut à tout prix éviter: rejetons d'abord toute politique de prestige, politique inutilement coûteuse et qu'un petit Etat n'a de toute façon pas les moyens de s'offrir, et veillons ensuite à ce que la technique n'étouffe pas la culture et l'humanisme.

Platon considérait le travail pratique comme une grave offense à la culture. Les rôles se sont inversés aux cours des siècles et nous risquons maintenant de devenir les esclaves de la technique. Mais là encore ce serait mal comprendre le sens de l'évolution, car derrière les techniques, il y a la science qui n'est pas faite seulement d'implications pratiques, mais représente bel et bien un fait de culture. Pri-

vées de tout ferment idéal, la science et la technique sont comme des corps sans âme. Ne fermons pas les laboratoires, mais faisons en sorte d'assurer un juste équilibre entre la technique et l'humanisme classique pour le plus grand bien de la collectivité tout entière.

L'heure est venue pour moi de conclure. L'avenir de la Suisse, tout comme celui de l'Europe occidentale, auquel le destin la lie, ne sera pas de tout repos. Il est indéniable que nous avons fait des progrès énormes et que nous jouissons d'une situation somme toute privilégiée. Par la sagesse des autres et de nous-mêmes, nous avons pu jusqu'à présent édifier notre destin sans trop de heurts dans la paix et la liberté. Mais il serait insensé d'attendre que les alouettes tombent toutes rôties; nous devons forger notre avenir nous-mêmes, par notre travail et par notre prévoyance. La responsabilité en incombe certes d'abord aux autorités, mais c'est le peuple qui sera finalement appelé à consentir les sacrifices indispensables et c'est donc lui qu'il importe de convaincre de la nécessité pour un petit pays comme la Suisse de ne pas se laisser dépasser par l'évolution. Les Rencontres Suisses ont souvent donné le bon exemple et indiqué la voie à suivre, nous leur en savons tous le plus grand gré.

Enfin libéré d'un souci constant!

L'U.B.S.

paie mes factures
elle règle mes frais fixes
elle honore mes chèques
elle gère mes biens

S
UBS
G

UNION DE BANQUES SUISSES

SCHWEIZERISCHE BANKGESELLSCHAFT
UNIONE DI BANCHE SVIZZERE
UNION BANK OF SWITZERLAND

Grand-Pont 2 - **LAUSANNE** - Place Saint-François 1 - Rue Centrale 2